

I) De façon générale, le lieu privilégié de l'action est le présent, celui de la construction, l'avenir. Dès lors, si l'on conclut à la nécessité de construire (en l'occurrence l'avenir dans les domaines différents) on validera l'expression "l'avenir est la raison d'être du présent". Pour cela, on peut tenter d'analyser dans les différents domaines de la vie collective, individuelle ou de l'entreprise pourquoi cette nécessité s'exprime, et comment la proposition valantbarisque y répond.

415) Pour l'individu, sa raison "d'être" est -logiquement- "d'exister". La vie est construite par la nature, il s'agit d'abord de la dompter dans toutes ses composantes, puis avec l'objectif de la rendre plus accueillante. Or, si le passé et le présent constituent bien les lieux de la compréhension, on ne peut leur assigner d'objectif (- nécessaire pour seulement survivre, et se reproduire, se survenir...).

L'ensemble de nos actes : procréation, la participation à un examen, survie et travail est toujours conditionnée ex-ante par nos besoins et nos desirs ci-venir.

Dans la vie économique, écologique et sociale cette nécessité de construire.

l'ennemi est également présente. Elle peut s'exprimer par exemple par la vérification de la théorie du revenu permanent de Friedman, qui montre combien l'ennemi est une clef de nos actions (jeu avec les taux d'intérêt) et de réajustement (par remboursement) du présent.

La vie de l'entreprise, qui repose sur l'équilibre entre une veille stratégique - une volonté stratégique et une mobilisation collective s'exprime dans la proposition. Si l'entreprise ne se remet pas en cause, elle disparaît (C.V.P., concurrence, et turbulences). Pour survivre, elle doit agir en maîtrisant et en choisissant un "credo", un cap, pour exprimer la volonté collective, représenter la mobilisation stratégique (pourquoi pas ?) et orienter l'œil de la rigueur.

Parfois, d'autres domaines ne sont pas si riches. La vie politique, par exemple, où il est difficile de trouver des idées nouvelles. Le présent, à l'exception de quelques des Français dans la participation active à la politique semble se limiter.